



ENQUÊTE DE CONJONCTURE 2014

SYNTHÈSE

FEDERATION CINOV

4, AVENUE DU RECTEUR POINCARÉ - F-75782 PARIS CEDEX 16

T. +33 (0) 1 44 30 49 30 - **F.** +33 (0) 1 40 50 92 80

cinov@cinov.fr - www.cinov.fr

Siret 784 179 582 00035 NAF 9411 Z - TVA intracommunautaire FR 86784179582



MEMBRE DE LA FÉDÉRATION
INTERNATIONALE DES
INGÉNIEURS-CONSEILS



L'enquête, dont l'analyse est présentée ci-dessous, a été réalisée par la Fédération CINOV auprès d'un panel de ressortissants (adhérents CINOV ou non), en janvier 2014. Elle présente la situation économique et la trésorerie par secteur d'activité et par région.

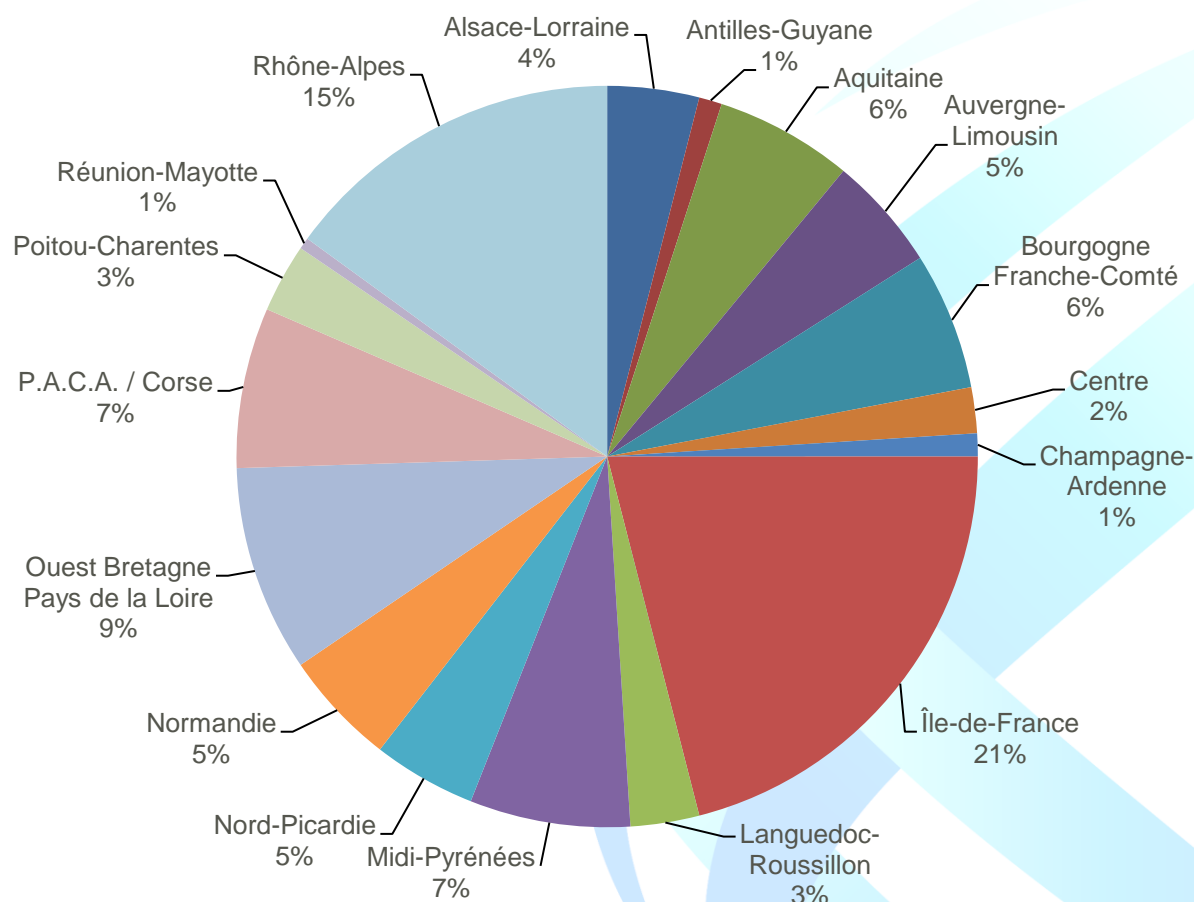
Cette étude a été complétée par **282 ressortissants de la branche (adhérents CINOV et non-adhérents)**, ce qui permet d'obtenir une représentativité des résultats satisfaisante.

Ces cabinets comptent en moyenne 7,6 collaborateurs et sont répartis sur tout le territoire (DOM TOM compris).

La répartition des répondants par secteur d'activité est la suivante :

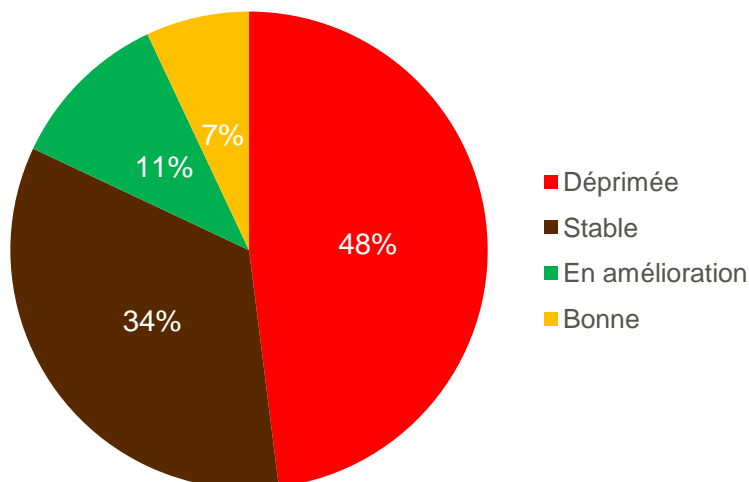
- Ingénierie 68 %
- Conseil 11 %
- Numérique 15 %
- Non renseigné 6 %

Répartition géographique des répondants



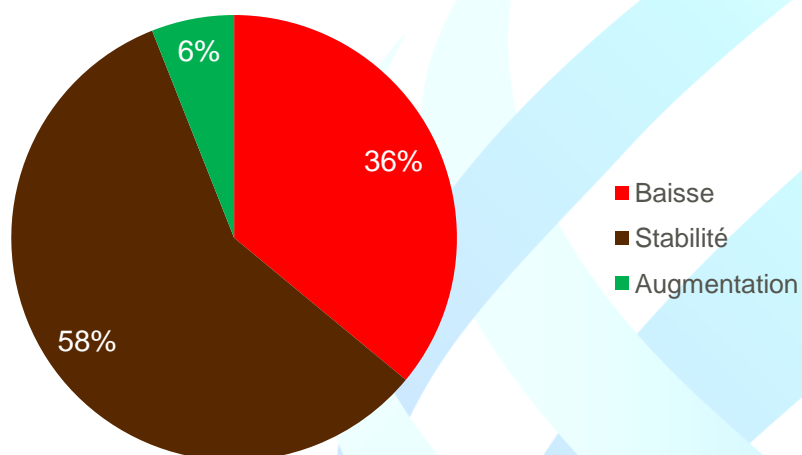
Situation financière des répondants

Conjoncture économique de votre secteur d'activité



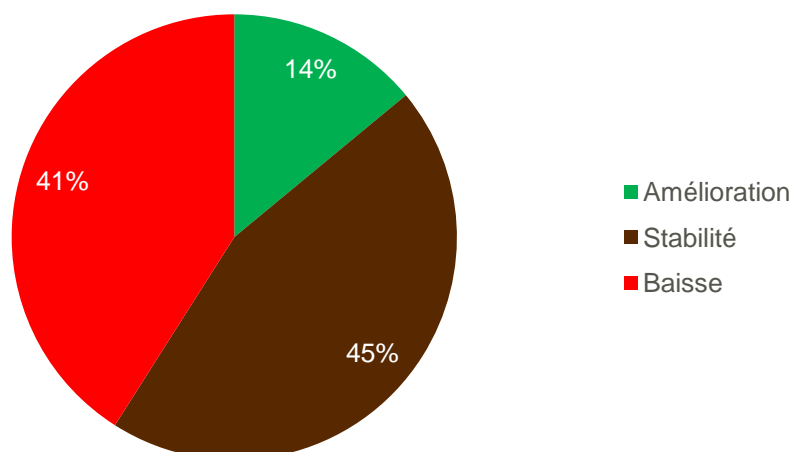
Près d'un répondant sur 2 estime que la conjoncture économique de son secteur est déprimée. Cette situation est inquiétante. De plus, seuls 11% des répondants prévoient une amélioration.

Évaluation des prix sur les 3 prochains mois



La situation est globalement similaire à celle de début 2013 avec le pourcentage d'évolution des prix à la hausse encore plus faible que l'année dernière (6% contre 11% d'estimation haussière en 2013). La baisse des prix pour 36% des répondants est un point particulièrement inquiétant qui peut avoir un impact important sur la qualité des prestations, le niveau de stress... Dans de nombreux cas, cette évolution négative ne permet pas aux entreprises de la branche d'investir dans la recherche, l'innovation et la formation... Alors que pour ces métiers de la prestation intellectuelle, il s'agit d'une nécessité.

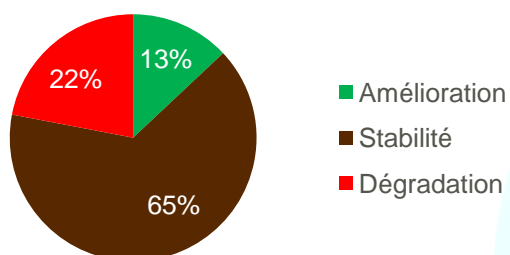
Situation de trésorerie actuelle



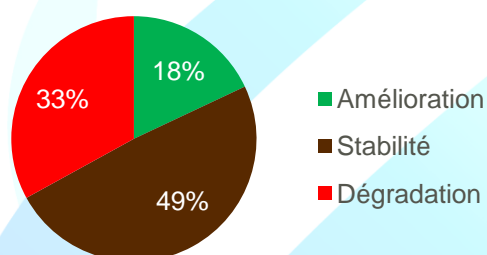
La situation de trésorerie des ressortissants s'aggrave comparativement à 2013. En effet, l'année dernière, **34% des répondants notaient une détérioration de leur trésorerie contre 41% en 2014**. L'amélioration ne concerne que 14% des répondants cette année, contre 17% en 2013.

Évolution des délais de paiement

Marchés publics



Marchés privés



Même si la situation est encore loin d'être idéale, on constate une légère amélioration des délais de paiement aussi bien en marchés publics qu'en marchés privés, ceci par rapport aux réponses 2013.

Ces chiffres sont vraisemblablement dus aux différentes mesures adoptées depuis quelques années, mais également aux politiques de sensibilisation de la part d'organismes comme la médiation interentreprises.

Visibilité en 2014

Carnet de commandes moyen : 4,8 mois

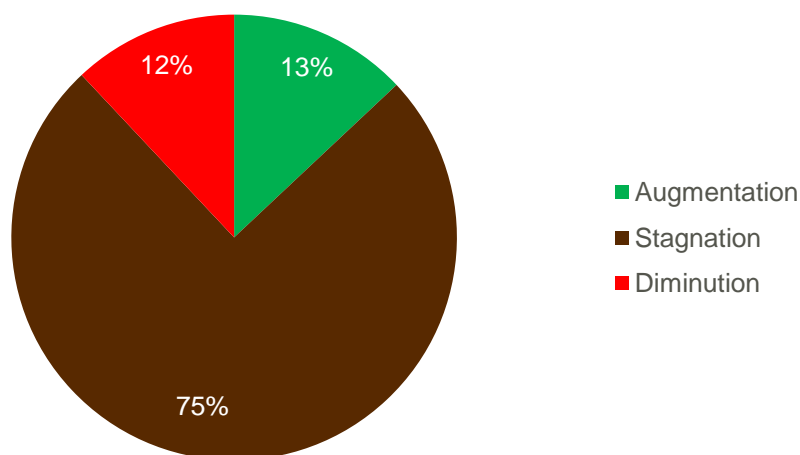
La visibilité des entreprises de la branche baisse d'un mois en 2014 (5,8 en 2013). C'est la deuxième baisse consécutive puisqu'en 2013, le carnet de commandes moyen était de 6,5 mois. **Globalement, une grande majorité des répondants note une absence de visibilité sur le deuxième semestre 2014.**

Les délais de décision sont de plus en plus longs et les projets paralysés sont mis en exergue par une partie importante des répondants.

Par secteur d'activité, on note que l'ingénierie du BTP, le numérique, l'ingénierie acoustique et l'ergonomie disposent d'un carnet de commande moyen similaire à la moyenne globale de l'étude. En revanche, les activités de conseils en management (2,62 mois) et de diagnostic immobilier (moins de 2 mois) ont des carnets de commande moyens plus serrés.

Au niveau régional, les régions Rhône-Alpes, Auvergne, et Normandie disposent d'un carnet de commande légèrement supérieur à la moyenne, à l'inverse des régions Centre (3 mois) et Poitou-Charentes (2 mois) qui manquent clairement de visibilité.

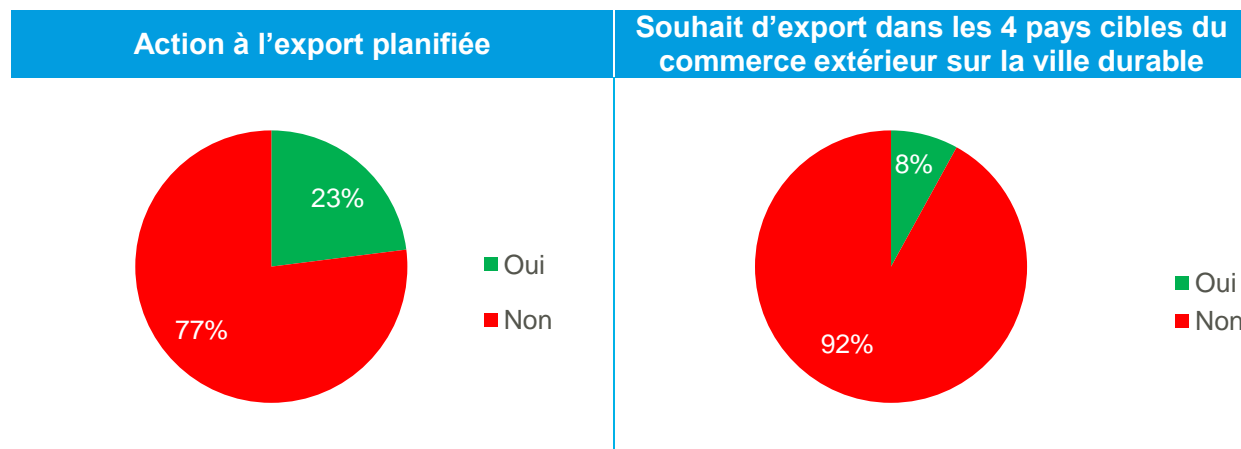
Tendance des effets pour les 3 prochains mois



La situation est globalement similaire à celle de 2012 avec une grande majorité des répondants qui pensent voir leurs effectifs stagner au cours du premier trimestre 2014. La tendance à la baisse des effectifs pour 12% des répondants vient se cumuler avec la même tendance en 2013.

77% des sondés disposent encore de capacité de production non utilisée, en légère diminution par rapport à 2013 (80%). On voit bien ici que toute reprise n'aura pas des conséquences immédiates sur l'emploi mais jouera dans un premier temps sur une augmentation des capacités de production.

International / Exportation



La volonté de mener une action à l'export est légèrement plus prononcée qu'en 2013 (21% de oui en 2013). Les structures de petite ou moyenne taille, en grande majorité dans la branche, n'ont pas actuellement une tendance forte à exporter.

Ceci est encore plus marqué sur le concept de la ville durable développé par le Ministère du Commerce Extérieur. Les répondants ont des difficultés à se projeter dans ce concept qui, bien que transversal aux diverses activités de la branche, paraît être réservé aux grands groupes. Sur ce point, des contacts sont noués par certains sondés en direction des 2 pays cibles du Commerce Extérieur les plus proches géographiquement et culturellement (Maroc principalement et Turquie).

Tendance à nuancer par secteur d'activité et par région

(% de sondés prévoyant une action à l'export)

Numérique	Ingénierie	Conseil
33%	21%	12%
Alsace-Lorraine	40%	
Île-de-France	27%	
PACA-Corse	26%	
Midi-Pyrénées	25%	
Rhône-Alpes	18%	
Bourgogne Franche-Comté	12%	
Aquitaine	6%	

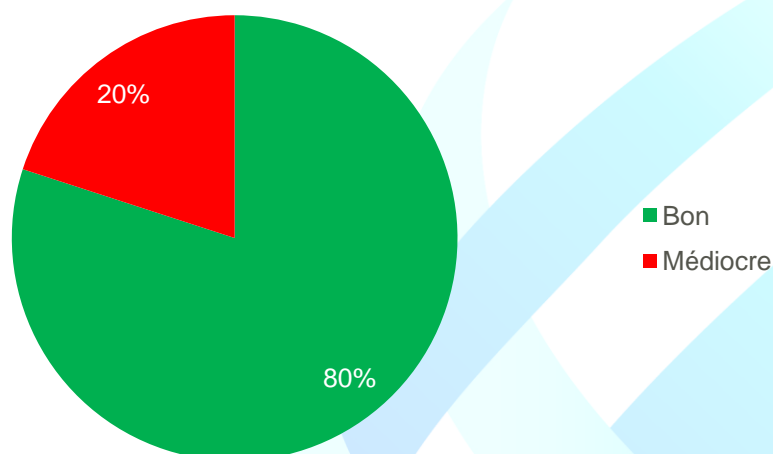
Les sondés notent un besoin d'accompagnement fort de la part des pouvoirs publics et des grands groupes afin de pouvoir franchir l'étape de la première démarche d'exportation, en leur facilitant la connaissance des marchés et en sécurisant les paiements.

Aide ou conseils souhaités pour exporter

- Aide ou conseil des entreprises françaises implantées (notamment grands groupes)
- Appui concret et fort aux PME pour répondre aux projets en particulier ceux financés par la France (AFD)
- Développement de relations avec les CCI et organisation de rencontre avec les acteurs locaux (BET, architectes, entreprises...)
- Informations sur les règles locales (réglementations, paiements...)
- Subvention pour le développement commercial de regroupement d'entreprises
- Mise en relation avec des entreprises étrangères cherchant des profils expérimentés
- Garantie de paiement / Développement du soutien de la Coface
- Guide et accompagnement pour éviter les pièges à l'international
- Prise en charge des déplacements et de l'hébergement pour les RDV commerciaux
- Présence groupée ou subvention sur les salons spécialisés
- Retours d'expériences de la part d'autres entreprises françaises de taille similaire
- Fédération entre structures par l'intermédiaire de notre organisation professionnelle

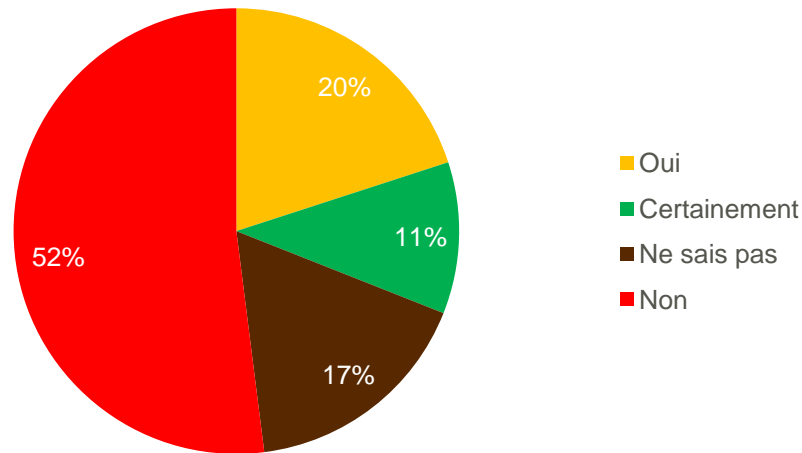
Social

Le climat dans votre entreprise est plutôt



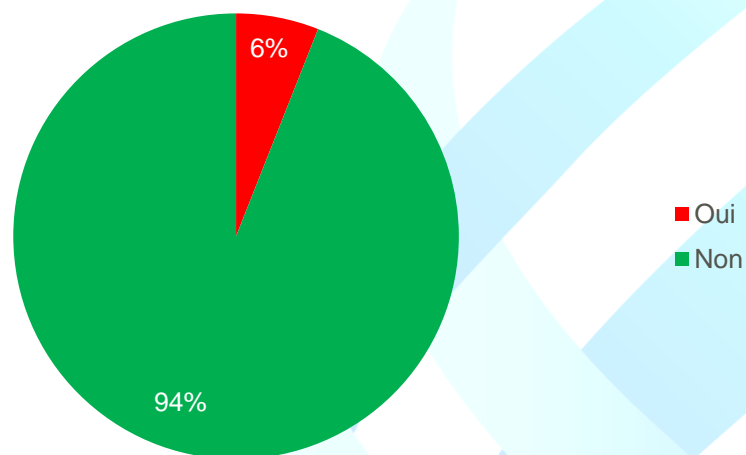
Dans le contexte actuel, le climat social des entreprises de la branche est plutôt rassurant.

**Le pacte de responsabilité du gouvernement
créerait-il des emplois dans votre entreprise ?**



**Il y a une incertitude liée à cette annonce
notamment pour les TPE/PME très présentes dans la branche.**

**La décision de la Cour de Cassation sur l'annulation des forfaits
Jours dans la branche
a-t-elle eu des répercussions sur vos activités ?**



Même si peu de répondants notent une répercussion directe, ils précisent néanmoins que pour les petites entreprises de la branche, il est difficile de respecter toutes ces contraintes et que l'objectif est, avant tout de faire vivre l'entreprise avec ou sans forfait jours.

Les sondés notent également que l'insécurité juridique régulière n'incite pas à recruter d'autres consultants salariés mais plutôt à avoir recours à la sous-traitance.

On peut noter que certaines entreprises ne semblent pas bien informées des conséquences de cette décision. Certaines ont néanmoins revu leur fonctionnement et ont mis en place un accord cadre afin de gérer au mieux les salariés en télétravail et qui doivent gérer de nombreux déplacements.

Focus

Les problématiques rencontrées par le secteur

- Les élections municipales provoquent de fortes perturbations au niveau des appels d'offres publics et donc un manque de visibilité important
- La fiscalité et les charges sont instables et ne permettent pas au chef d'entreprise d'avoir une vision à long terme. Il en résulte une peur d'embaucher
- Les charges patronales pour les TPE sont trop élevées
- Le développement de l'ingénierie publique a pour conséquence un risque fort de déstabilisation de l'ingénierie privée indépendante à très court terme
- Le manque de visibilité aboutit à des pratiques tarifaires dangereuses qui tirent toute la branche vers le bas. La conséquence est une méconnaissance de la réelle valeur de la prestation intellectuelle
- Le prix de vente moyen à la journée est en baisse ce qui ne donne pas de marge de manœuvre à l'entreprise et peut la contraindre à se séparer des collaborateurs les plus qualifiés, entraînant une perte de compétences
- Les offres anormalement basses
- Le manque de confiance des investisseurs
- L'absence de grands chantiers nationaux fédérateurs qui donneraient l'impulsion nécessaire à la reprise. La commande publique doit être le moteur de la reprise
- Les procédures et la réglementation dans les marchés publics sont contraignantes et les délais d'instruction et de décision des services publics trop élevés
- La difficulté de recruter certains profils spécifiques
- Le manque de soutien des banques. Elles n'acceptent pas les crédits permettant de tenir les retards de trésorerie dus à la crise et aux élections
- La problématique d'accès aux marchés publics pour les TPE. Ceci peut passer par la réservation d'un quota de marchés aux TPE répondant à des exigences de qualité
- Pour les professions libérales, des sujets importants à améliorer : paiement des charges en fonction du trimestre écoulé, optimisation du mode de calcul sur le revenu, organisme unique pour la collecte des charges et impôts...